

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de L'Assomption pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Samuel Brousseau

Date

1.1 11 août 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de L'Assomption,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de L'Assomption (ci-après « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris les informations significatives sur les principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Tel que pour l'exercice précédent, dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022, la Ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. La Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduit à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et les constatations importantes que nous aurions relevée au cours de notre audit, y compris :

- toute déficience importante du contrôle interne;
- toute fraude avérée ou suspectée qui a été identifiée;
- toute autre question ayant trait à la fraude qui, selon notre jugement, relève de la compétence des responsables de la gouvernance.

[Original signé par]

DCA, Comptable Professionnel Agréé, inc
Par Simon Bellehumeur, CPA auditeur
Saint-Paul, le 11 septembre 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	39 939 040	39 186 164	37 130 106
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 886 170	1 877 460	1 627 615
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 255 940	4 666 069	10 752 374
Services rendus	5	3 100 360	3 032 839	3 381 485
Imposition de droits	6	3 634 300	5 042 533	3 419 321
Amendes et pénalités	7	1 384 200	1 892 880	1 565 471
Revenus de placements de portefeuille	8	105 000	163 000	106 044
Autres revenus d'intérêts	9	241 890	395 155	411 323
Autres revenus	10	4 027 700	1 511 031	4 821 772
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	57 574 600	57 767 131	63 215 511
Charges				
Administration générale	14	8 902 757	9 196 774	8 172 359
Sécurité publique	15	11 659 807	13 000 833	12 302 463
Transport	16	13 130 127	15 819 953	13 768 605
Hygiène du milieu	17	9 252 059	9 140 175	11 922 295
Santé et bien-être	18	202 600	228 475	2 594 761
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 948 890	2 386 529	5 374 363
Loisirs et culture	20	7 590 190	7 894 427	7 433 534
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 561 850	3 505 023	2 291 219
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	55 248 280	61 172 189	63 859 599
Excédent (déficit) lié aux activités	25	2 326 320	(3 405 058)	(644 088)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		109 893 377	110 537 465
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		109 893 377	110 537 465
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		106 488 319	109 893 377

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 576 785	
Débiteurs (note 5)	2	29 794 191	32 019 294
Prêts (note 6)	3	55 000	65 000
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	31 425 976	32 084 294
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		1 666 498
Emprunts temporaires (note 9)	10	30 402 532	30 761 537
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	11 036 959	12 850 286
Revenus reportés (note 11)	12	2 541 311	1 981 894
Dette à long terme (note 12)	13	88 116 774	70 387 705
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	846 600	841 900
Autres passifs (note 14)	15		
	16	132 944 176	118 489 820
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(101 518 200)	(86 405 526)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	202 868 052	191 449 493
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 342 201	4 049 401
Stocks de fournitures	20	376 632	394 646
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	419 634	405 363
	23	208 006 519	196 298 903
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	106 488 319	109 893 377
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	106 488 319	109 893 377
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	106 488 319	109 893 377
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 326 320	(3 405 058)	(644 088)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	3 322 640)(	22 807 869)(	33 141 731)
Produit de cession	3		4 963 568	46 685
Amortissement	4		7 608 627	6 370 366
(Gain) perte sur cession	5		(1 182 885)	(45 425)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 322 640)	(11 418 559)	(26 770 105)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(292 800)	3 537 787
Variation des stocks de fournitures	10		18 014	12 743
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(14 271)	(4 730)
	13		(289 057)	3 545 800
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(996 320)	(15 112 674)	(23 868 393)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(86 405 526)	(62 537 133)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(86 405 526)	(62 537 133)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(101 518 200)	(86 405 526)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 405 058)	(644 088)
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 608 627	6 370 366
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	4.1	(1 182 885)	(45 425)
	5	3 020 684	5 680 853
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 225 103	(2 438 725)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 813 327)	(1 337 137)
Revenus reportés	9	559 417	(3 553 359)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	4 700	21 400
Propriétés destinées à la revente	11	(292 800)	3 537 787
Stocks de fournitures	12	18 014	12 743
Autres actifs non financiers	13	(14 271)	(4 730)
	14	3 707 520	1 918 832
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(22 807 869)	(33 141 731)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	4 963 568	46 685
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(17 844 301)	(33 095 046)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21	10 000	10 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	10 000	10 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	28 592 000	23 291 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(10 579 438)	(9 775 382)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(359 005)	17 231 536
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(283 493)	(136 715)
Autres			
▪	29.1		
	30	17 370 064	30 610 439
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	3 243 283	(555 775)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	(1 666 498)	(1 110 723)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	(1 666 498)	(1 110 723)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	1 576 785	(1 666 498)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de L'Assomption est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. chapitre C-19). Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'actif/passif au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le principal élément sur lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, les parties aux régimes doivent formuler diverses hypothèses qu'elles considèrent raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elles prennent aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent aux pages S24.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs, terrains de jeux et espace verts et du Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les immobilisations et certains actifs sont comptabilisés à titre d'actifs non financiers, car ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail diminués des frais accessoires qu'ils renferment.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Ameublement et équipements de bureau	3 à 5 ans
Machinerie, outillage et équipement	3 à 10 ans
Véhicules	3 à 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Autres actifs financiers (Propriétés destinées à la revente)

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 576 785	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 576 785	
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)	(1 666 498)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 576 785	(1 666 498)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 576 785	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	5 665 000	4 452 000

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	4 344 766	5 324 223
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		537 442
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	18 331 919	18 347 560
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 116 509	2 753 588
Organismes municipaux	13	868 276	1 340 937
Autres			
▪ Amendes, pénalités et intérêts	14.1	1 187 075	953 323
▪ Divers (mutations, etc.)	14.2	2 945 646	2 762 221
	15	29 794 191	32 019 294
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 746 458	7 473 571
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	97 427	97 427
Autres tiers	19		
	20	6 843 885	7 570 998
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21	8 317 964	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	888 615	949 594
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	5 172 373	5 493 329
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	2 941 656	2 844 933
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	8 114 283	8 410 444
Ministère de la Culture et des Communications	26	342 246	443 064
Autres ministères/organismes	27	1 761 361	1 155 790
	28	18 331 919	18 347 560

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2026 : 746 410\$

2027 : 651 028 \$

2028 : 573 661 \$

2029 : 582 738 \$

2030 : 592 180 \$

2031 et plus : 3 697 868 \$

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme ont des taux d'intérêts variant entre 1,20% à 4,15% et viennent à échéance entre 2026 et 2043.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 11 127 465 \$ attribuable à des instruments financiers.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Théâtre Hector-Charland	31.1	55 000	65 000
	32	55 000	65 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

9. Emprunts temporaires

La Ville dispose de plusieurs emprunts temporaires, au taux préférentiel, pour ses projets d'investissement. Au 31 décembre 2025, le total de ces emprunts temporaires était de 30 402 532 \$

10. Créiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	2 942 056	4 344 313
Salaires et avantages sociaux	45	2 073 210	2 186 543
Dépôts et retenues de garantie	46	4 700 310	5 227 108
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	48.1	185 143	90 819
▪ Organismes municipaux	48.2	232 240	331 703
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	48.3	904 000	669 800
	49	11 036 959	12 850 286

Note

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 1 462 784 \$ attribuable à des instruments financiers.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	329 104	297 890
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Passerelle - Rivière	55.1		317 703
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 090 849	915 057
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	806 703	202 922
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Programme - Immeubles patrimoniaux	62.1	215 322	264 503
▪ Autres	62.2	99 333	(16 181)
	63	2 541 311	1 981 894

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,55	4,93	2026	2045	64	88 693 000	70 614 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,15	3,15	2031	2031	68	405 447	471 885
Autres					69		
					70	89 098 447	71 085 885
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(981 673)	(698 180)
					72	88 116 774	70 387 705

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		5 703 000	76 555		5 779 555
2027	74		5 771 000	76 555		5 847 555
2028	75		5 734 000	76 555		5 810 555
2029	76		5 426 000	76 555		5 502 555
2030	77		5 297 000	76 555		5 373 555
2031 et plus	78		60 762 000	54 491		60 816 491
	79		88 693 000	437 266		89 130 266
Intérêts et frais accessoires	80		(	31 819)	(	31 819)
	81		88 693 000	405 447		89 098 447

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (846 600)	(841 900)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (846 600)	(841 900)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 840 200	1 772 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 44 121	43 370
	90 1 884 321	1 816 270

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	40 567 228	290 754		40 857 982
Eaux usées	102	54 365 969	3 321 448		57 687 417
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	89 942 783	1 271 102		91 213 885
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux et autres	104.1	40 318 525	15 198 912		55 517 437
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	27 366 739			27 366 739
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 182 335	717 640	335 718	7 564 257
Ameublement et équipement de bureau	109	4 427 471	388 279		4 815 750
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 545 115		18 898	3 526 217
Terrains	111	18 358 654	672 834	3 753 585	15 277 903
Autres	112				
	113	286 074 819	21 860 969	4 108 201	303 827 587
Immobilisations en cours	114	6 477 553	946 900		7 424 453
	115	292 552 372	22 807 869	4 108 201	311 252 040
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	15 495 433	1 029 680		16 525 113
Eaux usées	117	18 842 822	1 442 185		20 285 007
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	29 668 904	2 170 281		31 839 185
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux	119.1	16 935 669	1 544 059		18 479 728
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	9 657 130	689 462		10 346 592
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	5 069 558	305 115	308 620	5 066 053
Ameublement et équipement de bureau	124	4 025 716	125 926		4 151 642
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 407 647	301 919	18 898	1 690 668
Autres	126				
	127	101 102 879	7 608 627	327 518	108 383 988
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	191 449 493			202 868 052
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	1 792 968			1 792 968
Amortissement cumulé	130	(1 048 712)	()	()	(1 048 712)
Valeur comptable nette	131	744 256			744 256

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	4 342 201	4 049 401
	135	4 342 201	4 049 401
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	4 342 201	4 049 401

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	419 134	393 952
▪ Autres	143.2	500	11 411
Autres			
▪	144.1		
	145	419 634	405 363

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par baux et par contrats. Le solde de ces engagements pour ces baux et ces contrats s'établit de 9 622 290 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026 - 4 201 537 \$
2027 - 3 278 290 \$
2028 - 1 072 354 \$
2029 - 584 441 \$
2030 - 485 668\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

De plus, au 31 décembre 2025, la Ville avait conclu des contrats à l'égard des activités d'investissement.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu divers contrats de services avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2026 et 2028 et prévoit les revenus suivants :

2026 -	840 692 \$
2027 -	20 998 \$
2028 -	20 998 \$
Total -	1 724 168\$

21. Passifs éventuels

S.O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une mise en demeure de 1 750 000 \$ en lien avec le développement d'une zone industrielle sur son territoire. En date du présent rapport, selon les conseillers juridiques de la Ville, il est prématuré et impossible de faire une quelconque projection.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), au prêt et aux autres actifs financiers. L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2025.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs au 31 décembre 2025.

Prêt

Le solde du prêt, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives au prêt sont limitées au solde du prêt.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de concentration des concentration de risque sur les créditeurs.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 5 du rapport financier.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver son prêt jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite au renouvellement ainsi que l'émission de dettes à taux fixe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financier.

27. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, un membre du conseil municipal, conjointement avec des membres de sa famille, a acquis un immeuble appartenant à la Ville pour une contrepartie de 275 408 \$, plus taxes.

Cette transaction a été conclue dans le cadre d'un processus public d'appel d'offres mené conformément aux dispositions législatives applicables et aux procédures habituelles de la Ville en matière d'aliénation d'immeubles. L'immeuble a été vendu au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus élevée.

La Ville considère que cette transaction a été réalisée dans des conditions de concurrence normale et que le prix de vente correspond à la juste valeur de l'immeuble à la date de la transaction. En conséquence, l'opération a été comptabilisée à sa valeur d'échange de 275 408 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	39 939 040	39 186 164		39 186 164	37 130 106
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 886 170	1 877 460		1 877 460	1 627 615
Quotes-parts	3					
Transferts	4	3 255 940	3 510 566		3 510 566	6 126 973
Services rendus	5	3 100 360	3 032 839		3 032 839	3 381 485
Imposition de droits	6	3 634 300	5 042 533		5 042 533	3 419 321
Amendes et pénalités	7	1 384 200	1 892 880		1 892 880	1 565 471
Revenus de placements de portefeuille	8	105 000	163 000		163 000	106 044
Autres revenus d'intérêts	9	241 890	395 155		395 155	411 323
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	4 027 700	1 153 746		1 153 746	3 565 054
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	57 574 600	56 254 343		56 254 343	57 333 392
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		1 155 503		1 155 503	4 625 401
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19		357 285		357 285	1 256 718
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22		1 512 788		1 512 788	5 882 119
	23	57 574 600	57 767 131		57 767 131	63 215 511

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	57 574 600	57 767 131		57 767 131	63 215 511
Charges						
Administration générale	25	8 471 150	8 904 768	292 006	9 196 774	8 172 359
Sécurité publique	26	11 243 820	12 647 211	353 622	13 000 833	12 302 463
Transport	27	10 760 500	12 427 877	3 392 076	15 819 953	13 768 605
Hygiène du milieu	28	7 101 390	6 534 153	2 606 022	9 140 175	11 922 295
Santé et bien-être	29	202 600	228 475		228 475	2 594 761
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 923 500	2 371 831	14 698	2 386 529	5 374 363
Loisirs et culture	31	6 776 840	6 944 224	950 203	7 894 427	7 433 534
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	2 651 850	3 505 023		3 505 023	2 291 219
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	6 116 630	7 608 627 (	7 608 627)		
	36	55 248 280	61 172 189		61 172 189	63 859 599
Excédent (déficit) lié aux activités	37	2 326 320	(3 405 058)		(3 405 058)	(644 088)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 326 320	(3 405 058)	(644 088)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 512 788)	(5 882 119)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 326 320	(4 917 846)	(6 526 207)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	6 116 630	7 608 627	6 370 366
Produit de cession	5		4 963 568	46 685
(Gain) perte sur cession	6		(1 182 885)	(45 425)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	6 116 630	11 389 310	6 371 626
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			3 537 787
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			3 537 787
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		10 000	10 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		10 000	10 000
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		700 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 089 370)	(4 187 325)	(4 602 288)
	18	(4 089 370)	(3 487 325)	(4 602 288)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	3 322 640)	(328 391)	(24 232)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			500 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 030 940)	(1 731 668)	595 530
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(44 700)	(46 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 353 580)	(2 104 759)	1 073 187
	26	(2 326 320)	5 807 226	6 390 312
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		889 380	(135 895)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 512 788	5 882 119
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 374 679)(	710 579)
Sécurité publique	3 (	700 196)(	603 942)
Transport	4 (	5 396 928)(	13 029 917)
Hygiène du milieu	5 (	2 924 753)(	10 737 722)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	1 807 551)
Loisirs et culture	8 (	12 411 313)(	6 252 020)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	22 807 869)(	33 141 731)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	292 800)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	22 927 000	13 758 659
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	328 391	(24 232)
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(53 544)	38 500
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	1 128 776	616 264
	19	1 403 623	630 532
	20	1 229 954	(18 752 540)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 742 742	(12 870 421)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	21 317 930	23 341 805	22 022 464
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	4 912 410	5 291 684	5 048 271
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	708 750	826 240	726 386
Autres biens et services	8	15 280 270	16 409 730	22 690 121
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	2 505 620	2 478 647	1 666 691
D'autres organismes municipaux	10	13 920	13 911	12 327
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		301 019	350 370
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	132 310	711 446	261 831
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	4 260 440	3 959 179	4 710 772
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	6 116 630	7 608 627	6 370 366
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclam. dommage et intérêts	21.1			
▪ Alloc. remb dépense parti politique	21.2			
▪ Mauvaises créances	21.3		229 901	
▪ Avantage sociaux futurs	21.4			
	22	55 248 280	61 172 189	63 859 599

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 104 496	1 502 145
Excédent de fonctionnement affecté	2	713 000	213 000
Réserves financières et fonds réservés	3	4 107 036	1 347 648
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 645 305)(	2 237 954)
Financement des investissements en cours	5	(24 135 369)	(24 554 914)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	126 344 461	133 623 452
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	106 488 319	109 893 377
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 104 496	1 502 145
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 104 496	1 502 145
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Montréal en histoire	12.1	45 000	45 000
▪ Équilibre budgétaire	12.2	500 000	
▪ Programme - Bâtiments patrimoniaux	12.3	150 000	150 000
▪ Autres	12.4	18 000	18 000
	13	713 000	213 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	713 000	213 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Réserve - Boues	18.1	150 000	
▪ Zone Agtech	18.2	808 159	
	19	958 159	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	462 428	764 974
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	2 586 449	422 674
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	100 000	160 000
Autres			
▪	32.1		
	33	3 148 877	1 347 648
	34	4 107 036	1 347 648

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	747 025)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	747 025)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	747 025)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪ Règlement 257-2019 - Fonds de roulement	54.1 (	1 033 000)(
▪ Règlement - 259-2020 - Démolition chalet	54.2 (	165 280)(
▪ Règlement - 335 - Agro Horizon	54.3 (	700 000)(
	55 (	1 898 280)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	2 645 305)(
		2 237 954)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	1 569 513	3 135 770
Investissements à financer	64 (	25 704 882)(	27 690 684)
	65	(24 135 369)	(24 554 914)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	202 868 052	191 449 493
Propriétés destinées à la revente	67	4 342 201	4 049 401
Prêts	68	55 000	65 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	207 265 253	195 563 894
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	207 265 253	195 563 894
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	88 116 774)(	70 387 705)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	981 673)(	698 180)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	7 142 930	7 870 043
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	1 033 000	1 275 400
	79 (	80 922 517)(	61 940 442)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	(1 725))	)
	81 (	80 920 792)(	61 940 442)
	82	126 344 461	133 623 452

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de l'Assomption parraine un régime de retraite à prestations déterminées à l'égard aux participants policiers, soit le Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de L'Assomption. Le régime de retraite est contributif et prévoit des prestations basées sur le salaire final. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

Depuis le 1er janvier 2012, la Ville de l'Assomption parraine également un régime de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants cadres, cols blancs et cols bleus, soit le Régime complémentaire de retraite des cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de L'Assomption. Le régime de retraite est contributif et prévoit des prestations basées sur le salaire carrière. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

En vertu de la Loi RRSB, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

Finalement, depuis le 1er janvier 2012, la Ville de l'Assomption parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de L'Assomption, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de L'Assomption. Le régime de retraite est non contributif.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (841 900)	(820 500)
Charge de l'exercice	4 (1 840 200)(	1 772 900)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 835 500	1 751 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (846 600)	(841 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 49 398 500	43 356 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (50 816 400)(	44 918 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 417 900)	(1 562 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 571 300	720 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (846 600)	(841 900)
Provision pour moins-value	12 ()	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (846 600)	(841 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	19 746 600	17 636 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	21 164 500)(	19 198 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	1 417 900)(	1 562 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 994 000	4 213 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 994 000	4 213 200
Cotisations salariales des employés	21 (	2 292 100)(	2 592 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	1 701 900	1 620 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	54 000	59 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	1 755 900	1 680 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 699 100	2 346 500
Rendement espéré des actifs	32 (	2 614 800)(	2 253 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	84 300	92 700
Charge de l'exercice	34	1 840 200	1 772 900
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	3 501 500	3 324 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 614 800)(	2 253 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	886 700	1 070 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(791 700)	(965 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 587 200	1 325 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	7 076 000	5 308 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	17	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	14	14
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	36	36

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,86 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,85 %	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,04 %	3,04 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2025 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités et villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus, et de contributions dans le cas des municipalités et villes. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples, administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité ou ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établie par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	12 069	11 842
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	40 673	39 908
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	3 448	3 462
	121	44 121	43 370

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	29 903 280	29 207 566	27 252 241
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	908 100	861 964	859 197
Activités de fonctionnement	8	1 218 050	1 191 449	1 192 331
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	32 029 430	31 260 979	29 303 769
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 720 480	3 695 173	3 635 164
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 504 590	2 508 466	2 488 723
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	119 730	142 699	132 096
Service de la dette	19	1 564 810	1 578 847	1 570 354
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	7 909 610	7 925 185	7 826 337
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	7 909 610	7 925 185	7 826 337
	28	39 939 040	39 186 164	37 130 106

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	68 000	69 305	63 225
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	492 330	489 348	248 404
Cégeps et universités	33	401 920	399 490	399 348
Écoles primaires et secondaires	34	907 000	901 509	899 716
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	1 869 250	1 859 652	1 610 693
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	16 920	17 808	16 922
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	16 920	17 808	16 922
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	1 886 170	1 877 460	1 627 615

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	14 010	5 110	5 366
Sécurité publique				
Police	49	250 000	106 644	356 166
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51		175 398	218 530
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	118 910	199 889	173 738
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	3 380	61 896	4 685
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		8 140	8 446
Réseau de distribution de l'eau potable	65		59 816	63 894
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67		34 713	271 689
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68		35 184	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73		2 986	
Protection de l'environnement	74	100 000	59 250	64 004
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76		3 500	2 397 004
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	205 000	100 413	202 524
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	40 000	44 926	65 888
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	152 850	154 175	153 377
Autres	86	20 000	37 500	35 574
Réseau d'électricité	87			
	88	904 150	1 089 540	4 020 885

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	655 503	2 548 243
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	500 000	1 377 101
Réseau de distribution de l'eau potable	106		
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			700 057
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		1 155 503	4 625 401

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	558 600	681 758	869 196
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 793 190	1 739 268	1 236 892
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	2 351 790	2 421 026	2 106 088
TOTAL DES TRANSFERTS	141	3 255 940	4 666 069	10 752 374

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	935 890	960 589	909 128
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	12 600	33 122	10 564
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	948 490	993 711	919 692
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	2 100	2 392	2 986
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	2 100	2 392	2 986
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	160 000	(185 746)	137 921
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165	21 350	23 898	42 499
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	181 350	(161 848)	180 420

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	120 350	(2 680)	104 855
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183	120 350	(2 680)	104 855
Réseau d'électricité				
	184			
	185	1 252 290	831 575	1 207 953

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	75 400	104 120	95 506
	189	75 400	104 120	95 506
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194	527 900	751 759	609 316
	195	527 900	751 759	609 316
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197	32 200	61 407	39 666
Autres	198	158 000	117 156	103 010
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203	34 570	31 878	24 882
	204	224 770	210 441	167 558
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	436 700	367 212	714 943
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213	11 900	33 370	13 263
Autres	214			
	215	448 600	400 582	728 206

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	552 400	713 662	557 189
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	6 400	7 670	6 942
Autres	228	12 600	13 030	8 815
	229	571 400	734 362	572 946
Réseau d'électricité				
	230			
	231	1 848 070	2 201 264	2 173 532
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 100 360	3 032 839	3 381 485

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	434 300	1 337 891	508 346
Droits de mutation immobilière	234	3 200 000	3 704 642	2 910 975
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	3 634 300	5 042 533	3 419 321
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 384 200	1 892 880	1 565 471
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	105 000	163 000	106 044
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	241 890	395 155	411 323
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	25 000	1 182 885	45 425
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	4 000 000		2 393 277
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249		357 285	1 256 719
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	2 700	(29 139)	1 126 351
	252	4 027 700	1 511 031	4 821 772
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	558 310	579 132		579 132	532 970
Greffé et application de la loi	2	1 038 410	1 328 177		1 328 177	1 072 165
Gestion financière et administrative	3	4 810 130	4 829 870	190 389	5 020 259	4 668 945
Évaluation	4	130 000	266 258		266 258	106 374
Gestion du personnel	5	798 220	913 918		913 918	869 522
Autres						
▪ Autres frais d'administration	6.1	1 136 080	987 413	101 617	1 089 030	922 383
	7	8 471 150	8 904 768	292 006	9 196 774	8 172 359
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	8 999 220	9 753 434	95 913	9 849 347	9 585 241
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 196 460	2 839 314	257 709	3 097 023	2 709 386
Sécurité civile	11	48 140	54 463		54 463	7 836
Autres	12					
	13	11 243 820	12 647 211	353 622	13 000 833	12 302 463
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	6 504 360	7 777 266	3 278 976	11 056 242	10 034 046
Enlèvement de la neige	15	2 048 870	2 554 597		2 554 597	1 631 243
Éclairage des rues	16	173 690	211 500	113 100	324 600	229 576
Circulation et stationnement	17	468 300	273 655		273 655	354 062
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 565 280	1 610 859		1 610 859	1 519 678
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	10 760 500	12 427 877	3 392 076	15 819 953	13 768 605

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 425 470	2 431 990	133 579	2 565 569	2 886 045
Réseau de distribution de l'eau potable	24	994 400	901 091	918 471	1 819 562	1 758 609
Traitement des eaux usées	25	332 250	290 298	414 392	704 690	2 451 902
Réseaux d'égout	26	888 290	672 627	1 054 267	1 726 894	1 780 102
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	445 700	451 646		451 646	582 790
Élimination	28	518 710	524 727		524 727	541 702
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	440 010	(4 816)		(4 816)	442 310
Tri et conditionnement	30					332 139
Matières organiques						
Collecte et transport	31	351 930	372 327	48 752	421 079	353 113
Traitement	32	273 210	260 261		260 261	254 762
Matériaux secs	33	305 830	258 783		258 783	306 943
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 000	200 495	21 229	221 724	31 397
Protection de l'environnement	38	115 590	174 724	15 332	190 056	200 481
Autres	39					
	40	7 101 390	6 534 153	2 606 022	9 140 175	11 922 295
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	202 600	228 475		228 475	2 594 761
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	202 600	228 475		228 475	2 594 761

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 373 500	1 979 585	14 698	1 994 283	1 361 601
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	105 000	55 000		55 000	95 811
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	170 000	162 682		162 682	161 410
Tourisme	50	275 000	174 564		174 564	217 754
Autres	51					3 537 787
Autres	52					
	53	1 923 500	2 371 831	14 698	2 386 529	5 374 363
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	2 079 720	2 346 416	55 241	2 401 657	2 140 418
Patinoires intérieures et extérieures	55	674 650	723 015		723 015	594 393
Piscines, plages et ports de plaisance	56	88 690	121 454		121 454	85 670
Parcs et terrains de jeux	57	1 117 640	1 181 729	806 487	1 988 216	1 842 496
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	66 880	66 510		66 510	65 022
Autres	60	8 500	15 896		15 896	13 553
	61	4 036 080	4 455 020	861 728	5 316 748	4 741 552
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	447 710	437 276		437 276	473 468
Bibliothèques	63	1 718 000	1 750 141	88 475	1 838 616	1 824 706
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	575 050	301 787		301 787	393 808
	67	2 740 760	2 489 204	88 475	2 577 679	2 691 982
	68	6 776 840	6 944 224	950 203	7 894 427	7 433 534

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2024
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	2 519 540	2 793 577		2 793 577	2 029 388
Autres frais	71					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	20 310	4 700		4 700	92 700
Autres	73	112 000	706 746		706 746	169 131
	74	2 651 850	3 505 023		3 505 023	2 291 219
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	6 116 630	7 608 627 (	7 608 627)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	22 807 869	3 072 324
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		5 688 001
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		12 870 088
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		5 639 598
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		131 234
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		80 178
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		167 650
Ameublement et équipement de bureau	18		177 318
Machinerie, outillage et équipement divers	19		633 811
Terrains	20		2 350 578
Autres	21		2 330 951
	22	22 807 869	33 141 731

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	22 807 869	3 072 324
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		5 688 001
Autres infrastructures	5		18 509 686
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11		5 871 720
	12	22 807 869	33 141 731

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	15 409 564		1 229 665	14 179 899
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	47 806 278	28 592 000	8 622 660	67 775 618
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	63 215 842	28 592 000	9 852 325	81 955 517
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 473 571		727 113	6 746 458
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	97 427			97 427
Autres tiers	12				
	13	7 570 998		727 113	6 843 885
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	299 045			299 045
	15	7 870 043		727 113	7 142 930
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 870 043		727 113	7 142 930
	19	71 085 885	28 592 000	10 579 438	89 098 447
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	71 085 885	28 592 000	10 579 438	89 098 447

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dettes à long terme	1	89 098 447	71 085 885
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	25 704 882	27 690 684
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dettes en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	6 843 885	7 570 998
Autres montants	9	299 045	299 045
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	107 660 399	90 906 526
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	107 660 399	90 906 526
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	107 660 399	90 906 526
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	107 660 399	90 906 526
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	665 600	744 206	733 031
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 565 280	1 610 859	1 519 678
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 029 560	1 604 114	2 458 063
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	4 260 440	3 959 179	4 710 772

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	22 807 869	33 141 731
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	22 807 869	33 141 731

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	51,00	33,00	87 516,00	5 126 826	1 120 807	6 247 633
Professionnels	2						
Cols blancs	3	78,00	32,00	129 792,00	4 729 790	1 201 961	5 931 751
Cols bleus	4	239,00	36,00	168 837,00	6 048 492	1 223 848	7 272 340
Policiers	5	61,00	35,70	113 240,00	5 752 862	1 367 428	7 120 290
Pompiers	6	44,00	40,00	91 520,00	1 293 693	302 344	1 596 037
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	473,00		590 905,00	22 951 663	5 216 388	28 168 051
Élus	9	10,00			390 142	75 296	465 438
	10	483,00			23 341 805	5 291 684	28 633 489

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	8 140				8 140
Réseau de distribution de l'eau potable	3	59 816				59 816
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	34 713				34 713
Autres	6	3 197 315	1 155 503		210 582	4 563 400
	7	3 299 984	1 155 503		210 582	4 666 069

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	994 880	369 315
	4	994 880	369 315
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	14 584	16 984
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	14 584	16 984
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 278 939	854 989
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	21 338	11 407
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 300 277	866 396
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	2 310	2 410
Réseau de distribution de l'eau potable	18	406 111	184 916
Traitement des eaux usées	19	24 667	31 429
Réseaux d'égout	20	60 582	68 452
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	493 670	287 207
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	391 509	410 883
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	391 509	410 883
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	301 965	329 927
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		10 507
Autres	40	8 138	
	41	310 103	340 434
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 505 023	2 291 219

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sébastien Nadeau	1.1 Maire	87 869	20 294	49 276	
Nathalie Ayotte	1.2 Maire suppléant	49 549	8 379		
Annie Mainville	1.3 Conseiller	23 316	6 915		
Pierre-Étienne Thériault	1.4 Conseiller	31 107	7 239		
Nicole Martel	1.5 Conseiller	19 308	8 379		
François Moreau	1.6 Conseiller	21 858	8 379		
Audrey Renaud	1.7 Conseiller	24 824	8 379		
Fernand Gendron	1.8 Conseiller	17 153	6 983		
Michel Gagnon	1.9 Conseiller	19 308	8 379		
Olivier Provost-Vanier	1.10 Conseiller	2 328	1 164		
Manon St-Hilaire	1.11 Conseiller	2 973	1 487		
Jonathan Gariépy	1.12 Conseiller	2 973	1 487		
	2	302 566	87 464	49 276	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 4 650 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 220 901 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 1 258 904 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ 448 978 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2023-02-0079

b) Date d'adoption de la résolution

93 2023-02-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 3 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 2 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 2 281 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 983 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 6 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black; text-align: center; margin-left: 20px;" type="checkbox" value="X"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	57 574 600	56 254 343	57 333 392
Investissement	2		1 512 788	5 882 119
	3	57 574 600	57 767 131	63 215 511
Charges				
	4	55 248 280	61 172 189	63 859 599
Excédent (déficit) lié aux activités	5	2 326 320	(3 405 058)	(644 088)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	1 512 788)(	5 882 119)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	2 326 320	(4 917 846)	(6 526 207)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	6 116 630	7 608 627	6 370 366
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		700 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 089 370)(	4 187 325)(	4 602 288)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	3 322 640)(	328 391)(	(24 232))
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 030 940)	(1 776 368)	1 048 955
Autres éléments de conciliation	13		3 790 683	3 549 047
	14	(2 326 320)	5 807 226	6 390 312
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		889 380	(135 895)

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 576 785	
Débiteurs	2	29 794 191	32 019 294
Prêts	3	55 000	65 000
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	31 425 976	32 084 294
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		1 666 498
Emprunts temporaires	8	30 402 532	30 761 537
Créditeurs et charges à payer	9	11 036 959	12 850 286
Revenus reportés	10	2 541 311	1 981 894
Dette à long terme	11	88 116 774	70 387 705
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	846 600	841 900
Autres	13		
	14	132 944 176	118 489 820
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(101 518 200)	(86 405 526)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	202 868 052	191 449 493
Autres	17	5 138 467	4 849 410
	18	208 006 519	196 298 903
Excédent (déficit) accumulé	19	106 488 319	109 893 377

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 104 496	1 502 145
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Montréal en histoire	2.1	45 000	45 000
▪ Équilibre budgétaire	2.2	500 000	
▪ Programme - Bâtiments patrimoniaux	2.3	150 000	150 000
▪ Autres	2.4	18 000	18 000
	3	713 000	213 000
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪ Réserve - Boues	5.1	150 000	
▪ Zone Agtech	5.2	808 159	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	462 428	764 974
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	2 586 449	422 674
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10	100 000	160 000
Autres			
▪	11.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	(2 645 305)	(2 237 954)
Financement des investissements en cours	13	(24 135 369)	(24 554 914)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	126 344 461	133 623 452
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	106 488 319	109 893 377

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	107 660 399	90 906 526
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	107 660 399	90 906 526

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	67 775 618	47 806 278
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	14 179 899	15 409 564
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 746 458	7 473 571
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	396 472	396 472
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	89 098 447	71 085 885

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	39 939 040	39 186 164	37 130 106
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 886 170	1 877 460	1 627 615
Quotes-parts	14			
Transferts	15	3 255 940	3 510 566	6 126 973
Services rendus	16	3 100 360	3 032 839	3 381 485
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 123 500	7 098 413	5 090 836
Autres	18	4 269 590	1 548 901	3 976 377
	19	57 574 600	56 254 343	57 333 392
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		1 155 503	4 625 401
Autres	23		357 285	1 256 718
	24		1 512 788	5 882 119
	25	57 574 600	57 767 131	63 215 511

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations
		Sans ventilation de	Sans ventilation de	Ventilation de	Total	2024
		l'amortissement	l'amortissement	l'amortissement		
Administration générale	1	8 471 150	8 904 768	292 006	9 196 774	8 172 359
Sécurité publique						
Police	2	8 999 220	9 753 434	95 913	9 849 347	9 585 241
Sécurité incendie	3	2 196 460	2 839 314	257 709	3 097 023	2 709 386
Autres	4	48 140	54 463		54 463	7 836
Transport						
Réseau routier	5	9 195 220	10 817 018	3 392 076	14 209 094	12 248 927
Transport collectif	6	1 565 280	1 610 859		1 610 859	1 519 678
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 640 410	4 296 006	2 520 709	6 816 715	8 876 658
Matières résiduelles	9	2 335 390	1 862 928	48 752	1 911 680	2 813 759
Autres	10	125 590	375 219	36 561	411 780	231 878
Santé et bien-être	11	202 600	228 475		228 475	2 594 761
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 373 500	1 979 585	14 698	1 994 283	1 361 601
Promotion et développement économique	13	445 000	337 246		337 246	3 916 951
Autres	14	105 000	55 000		55 000	95 811
Loisirs et culture	15	6 776 840	6 944 224	950 203	7 894 427	7 433 534
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 651 850	3 505 023		3 505 023	2 291 219
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	49 131 650	53 563 562	7 608 627	61 172 189	63 859 599
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	6 116 630	7 608 627 (	7 608 627)		
	21	55 248 280	61 172 189		61 172 189	63 859 599

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 512 788	5 882 119
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	22 807 869)(	33 141 731)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	292 800)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	22 927 000	13 758 659
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	328 391	(24 232)
Excédent accumulé	6	1 075 232	654 764
	7	1 229 954	(18 752 540)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 742 742	(12 870 421)

Extrait du rapport financier, page S14